

ÉPISODE CÉVENOL 27

ÉTÉ 2022

Un courant d'air et de rivière

Face à l'accaparement des communs, Luttons pour préserver les terres et l'eau

Le monde s'écroule, nous le constatons chaque jour un peu plus.

Pourtant depuis plus de cinquante ans, avec René Dumont dès les années 70 (1), les alertes se succèdent, pour "une politique écologique contre le capitalisme agressif".

Malgré les rapports du GIEC (2) de plus en plus alarmants, les gouvernements, qui pourtant se voient chaque année pendant les COP (3), restent quasi inactifs, incapables de prendre la mesure de la catastrophe et de prendre les moyens d'y remédier.

Les responsables de cette catastrophe, les grands groupes multinationaux qui courent après toujours plus de profit, sont ceux qui ont besoin de toujours plus d'énergie, et sont de ce fait, toujours plus émetteurs de gaz à effet de serre. Ce sont eux qui bétonnent nos terres arables et s'accaparent l'eau pour faire vivre leurs industries mortifères (cimenteries, nucléaires, aciéries...) ainsi que tout le secteur de l'agro-industrie.

Ce sont ces "grands patrons et les élites modernisatrices des années 70 qui appelaient déjà le peuple à se serrer la ceinture tout en encourageant le consumérisme débridé, ils promettaient des technologies propres pour le début du XXI^e siècle grâce aux progrès de l'efficacité et à l'innovation. C'est pourtant bien l'inverse qui s'est produit : les consommations n'ont cessé de croître et les modes de vie de devenir plus énergivores, sous notamment l'impulsion des multinationales du pétrole et du gaz, aidées par les États modernisateurs.

Aujourd'hui, trois figures centrales du monde de l'industrie et de l'énergie (Total, EDF et Engie) nous invitent à économiser les ressources et proposent une « sobriété d'exception » pour sauvegarder la « cohésion sociale » et « accompagner la transition durable (4) ».

Face à une telle indécence, les mouvements s'organisent, pour braver ce capitalisme effréné.

Pour ne parler que des cinq dernières décennies, plusieurs victoires des mouvements démontrent que

les citoyens peuvent faire entendre leurs voix, celles de la raison. Cette voix devra désormais être présente sur tous les lieux des désastres pour stopper la machine infernale et construire les mondes possibles au bénéfice des êtres vivants, humains et non humains.



Cabanes à Notre Dame des Landes

Une des résistances victorieuses les plus anciennes : le Larzac, mouvement de désobéissance civile contre l'extension du camp militaire sur le causse du Larzac. Une lutte qui a duré 10 ans, avec des rassemblements allant jusqu'à 100 000 personnes et quelques épisodes qui restent gravés dans la mémoire, comme les brebis transportées par les agriculteurs sur le Champ de Mars à Paris que les policiers essayaient vainement d'attraper. Cette lutte s'est soldée en 1981 par l'abandon du projet, une des rares promesses tenues du président Mitterrand nouvellement élu.

Il est à noter que l'armée est le 1^e propriétaire foncier de l'Etat, à l'empreinte carbone la plus importante de l'Etat. Son budget – 41 milliards pour 2022 - le 2^eme de l'Etat, est en augmentation constante (5).

La décennie 2010 a vu une autre victoire fort emblématique : l'abandon du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes (6) : un projet apparu dès les années 1970 (avec comme corollaire la création d'une association d'exploitants opposés – ADECA). Ce projet est relancé en 2000 par la ministre écologiste D. Voynet. L'ADECA est réactivée et, à ses côtés l'association citoyenne ACIPA est créée, la résistance s'organise : grève de la faim, chaîne humaine, brigade

activiste de clowns... le projet continue son chemin. La résistance monte d'un cran, la zone (ZAD – zone à défendre) est occupée, construction de multiples cabanes. À l'automne 2012, sous la présidence de F. Hollande, la police les évacue avec force manu militari, c'est l'"opération César". Plusieurs procès en cours, une reprise des travaux annoncée en octobre 2016, puis un référendum s'opposant à l'aéroport, font que le projet est définitivement abandonné en 2018.

Ces deux luttes emblématiques ont donné lieu à une reprise en main collective des terres hébergeant, agriculture, artisanat, accueil et soutien des autres luttes d'ici et d'ailleurs.

Pendant cette même période, les collectifs stop gaz de schiste, qui se sont dotés d'une coordination nationale, exigent l'annulation de tous les permis d'exploration accordés fin 2010. Face à la mobilisation importante des populations et des élus locaux, le président Sarkozy annule les 3 permis les plus emblématiques (Villeneuve de Berg, Montelimar, Nant), un territoire allant du nord de l'Ardèche jusqu'à l'Aude, avant les élections présidentielles de 2012.



Elus et citoyens en manifestation à Barjac – février 2016

L'annulation définitive a été prononcée début 2016 après les différents recours juridiques engagés par les compagnies gazières.

La répression est toujours présente, violente et même meurtrière avec la mort d'un jeune militant lors d'une manifestation contre la construction d'un barrage à Sivens le 25 octobre 2014.

Ces luttes ont redonné espoir à de nombreux collectifs d'opposants aux Grands Projets Inutiles et Imposés, plusieurs centaines se sont mis en place un peu partout en France (7) : aéroports, fermes usines, barrages, entrepôts, centres commerciaux avec des victoires obtenues pour certains : abandon de plusieurs projets de plate formes Amazon (Fournès, Rouen, Montbert, Dambach, Pays Basque...) centre commercial Oxylane à Montpellier, le solarium jouxtant la piscine olympique à Aubervilliers... toutes ne sont pas recensées à ce jour.

Avec cette volonté de ne pas se laisser malmener par des décisions et des projets destructeurs, les luttes territoriales se coordonnent.

C'est ce qui a donné naissance au **mouvement Les Soulèvements de la Terre** (8) qui a pour objectif principal de mettre *"toutes nos forces dans la bataille pour enrayer le désastre en cours, et abattre le système économique dévorant qui l'engendre"*. Les luttes se soutiennent mutuellement avec des mobilisations importantes aux 4 coins de la France : contre les méga-bassines dans le marais poitevin, l'extension des carrières de sable, l'artificialisation de la montagne à La Clusaz et des terres à Pertuis, la reprise de terres aux Vaites à Besançon... Les militant.es se rencontrent 2 fois par an, lors des "interludes". Ainsi s'ébauche une résistance globale à partir d'actions concrètes à l'échelle locale, une analyse partagée des freins et éléments facilitateurs et surtout la conviction que, comme le dit Jérôme Baschet (9) *" nous pourrions être amenés à constater que la propension de l'impossible à devenir possible s'accroît plus vite qu'on ne pouvait l'imaginer."*

Ce mouvement représente désormais une base d'appui à des moments souvent charnières, organisant aussi des actions directes d'envergure nationale contre les industries responsables du désastre en cours (Lafarge, Monsanto, ...).

A l'heure où l'écologie est dépolitisée par l'apologie des "petits gestes individuels", à l'heure où la question fondamentale des conditions de notre vie sur terre est occultée par une offensive xénophobe et réactionnaire brutale, l'émergence d'une force politique non institutionnelle qui se donne les moyens d'agir sur certains champs clés du ravage capitaliste est d'autant plus précieuse (10).

De nouvelles dynamiques soeurs essaient, comme les **Soulèvements de la Mer** (11), **Coalition des Jardins populaires** (12) ou la journée d'actions coordonnées **Retour sur Terres du 26 avril** (13).

Localement, le réseau **"Terres vivantes en Cévennes"** qui vient de se créer, a pour ambition de défendre, récupérer et prendre soin de nos milieux de vie dans les territoires qui nous sont proches. Plusieurs luttes nous ont déjà mobilisés, nous mobilisent encore, et en particulier le refus sans conditions de laisser la ferme de Bannière (vendue à l'armée le 7 juillet 2022) aux mains des légionnaires.

Apprenons de nos expériences et ne restons pas sans voix face à la désolation sociale.

[Jacqueline]

Les sources sont à consulter sur le blog:

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

Repenser l'autonomie paysanne

Dans sa trilogie intitulée « Dans leur travail » parue en 1979, l'écrivain John Berger décrivait à travers un ensemble d'histoires et de fictions, la vie quotidienne de paysans dans un village de montagne en Haute-Savoie et son évolution dans une société en pleine mutation. Dans l'épilogue clôturant ces récits, il interrogeait ses lecteurs sur la relation qu'il pouvait y avoir entre les paysans et le système économique mondial auquel ils avaient été intégrés. Avec une lucidité certaine, il analysait : « L'agriculture n'a pas nécessairement besoin de paysans. [...] Les planificateurs économiques de la C.E.E. prévoient l'élimination



systematique des paysans d'ici la fin du siècle, sinon plus tôt. Pour des raisons politiques à court terme, ils n'utilisent pas le mot élimination, mais celui de modernisation. La modernisation entraîne la disparition des petits paysans (la majorité) et la transformation de la minorité restante en individus sociaux et économiques totalement différents. L'investissement nécessaire pour intensifier la mécanisation et l'utilisation de produits chimiques, la taille que doit prendre une ferme qui ne produit que pour le marché, la spécialisation du produit par région, toutes ces données signifient que la famille paysanne [...] devient dépendante des intérêts qui la financent et qui lui achètent ses produits ».

En relisant ces quelques phrases rédigées il y a plus de quarante ans, il est difficile de ne pas s'interroger sur la signification que peut prendre aujourd'hui la quasi-extinction de l'existence paysanne dans le contexte actuel de la globalisation. Car les planificateurs économiques ne s'y étaient pas trompés : dans la dernière décennie, la France a perdu 100 000 fermes et la taille moyenne de celles-ci est passée de 56 hectares à 69 hectares (contre 24 hectares en 1988). Il resterait à ce jour 400 000 agriculteurs, mais face à un tel taux d'élimination, et selon les prévisions des départs prochains à la retraite, ce chiffre tombera à 200 000 d'ici peu. La modernisation a été minutieusement élaborée au sortir de la seconde guerre mondiale

par l'État, et certaines organisations marchandes et syndicales, afin d'industrialiser le monde agricole et de l'intégrer à l'économie de marché. En 70 ans à peine, les ravages sont immenses. Que se soit au niveau social, économique et environnemental, ou concernant la disparition des savoirs et savoirs-faire pourtant transmis durant d'innombrables générations, la logique productiviste a conduit irrémédiablement à une agriculture déshumanisée et sans substance. Dans le Vaucluse, au courant de l'été 2020, une première usine à « viande » cellulaire a été inaugurée, sans paysans, ni bétail, marquant ainsi la rupture symbolique entre une alimentation « moderne » désincarnée et une production de subsistance ancrée dans son territoire.

C'est ainsi une dépossession à tous les niveaux qui s'opère insidieusement sous l'égide de la modernisation agricole (1). D'abord, par le rôle prépondérant de l'État dans l'orientation, la gouvernance et le contrôle des sociétés rurales : l'agriculture est le secteur professionnel le plus encadré et normé en France. Puis, par un processus d'insertion dans le capitalisme industriel intégrant les fermes aux marchés, et plaçant les agriculteurs dans une situation de dépendance matérielle et financière. En amont, ils sont tenus de recourir à l'endettement rendu incontournable pour la conduite d'une exploitation modernisée nécessitant de hauts rendements (semences, pesticides, fertilisants, machineries agricoles...). Et en aval, ils sont soumis à la chaîne d'intermédiaires de la grande distribution qui fixe les prix d'achat et ponctionne lors de chaque échange une fraction de la plus value (la part de revient sur le prix de vente d'un produit commercialisé pour un agriculteur est de l'ordre de 6 %). Mais la dépossession prend également forme par un processus de « rationalisation » mobilisant fortement les savoirs techno-scientifiques et visant à supprimer les aléas en agriculture : le vivant est transformé en un produit aussi standardisé qu'une machine par le biais des techniques de sélections génétiques, de modifications moléculaires, de création de variétés « championnes » adaptables à tout type de situations climatiques et de sol... L'agriculteur devient alors un simple « opérateur spécialisé » dont le rôle est réduit à l'application du cahier des charges prescrit par son fournisseur et contraint de respecter le bon de commande de son négociant.

Les conséquences de cette modernisation peuvent être d'ordre anthropologique, avec de profondes mutations des sociétés rurales : rapport au temps, au métier, à l'argent, au vivant, à la nature..., ou d'ordre environnemental : appauvrissement des sols, perte de biodiversité, rendements énergétiques négatifs, uniformisation des paysages... L'agriculture est aujourd'hui responsable d'un sixième des émissions françaises de gaz à effet de serre (importations alimentaires non comprises) et les quantités de pesticides épandues n'ont cessé d'augmenter ces dernières années : + 22 % de ventes entre 2009 et 2018. Au niveau social, le bilan est stupéfiant : « Le paradoxe est que, de nos jours, une partie non négligeable de la population d'un pays riche

comme la France n'a pas les moyens de l'alimentation qu'elle voudrait choisir ; et parfois n'accède même pas à l'alimentation la moins chère disponible en grande surface. L'autre face de cette triste réalité est qu'environ 70 % des revenus des agriculteurs sont constitués par des aides nationales et européennes ; la moitié d'entre eux ont un revenu négatif, avant impôt et subvention, cette proportion s'élevant à 80 % chez les éleveurs ; et même après subvention, 14 % ne dégagent aucun revenu ! » (2). Le productivisme agricole n'est en effet pas synonyme d'une répartition équitable des richesses : ce sont actuellement 7 à 8 millions de personnes qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, et bon nombre d'agriculteurs qui vivent en dessous de seuil de pauvreté. Le modèle de développement modernisateur ne peut échapper à un flagrant constat d'échec, malgré les moyens faramineux mis en œuvre pour l'imposer.

Pour autant, même si pratiquement aucune région dans le monde n'a été épargnée, la transformation des sociétés paysannes ne s'est pas faite sans résistances. Tout au long de l'histoire, des luttes pour l'autonomie ont émergé dans un but de réappropriation de moyens d'existence confisqués. Ce fut le cas des Diggers anglais du XVII^{ème} siècle (les « bêcheux ») qui squattèrent collectivement les prés communaux dont le droit d'usage venait d'être privatisé par le mouvement des enclosures ; des paysans ariégeois du XIX^{ème} siècle qui se rebellèrent contre le pouvoir en place lors de la Guerre des Demoiselles à cause d'une réforme du code forestier leur interdisant un accès à des ressources vivrières jusque-là collectives ; ou plus récemment du mouvement des zapatistes qui impose depuis 1994 son autonomie tant matérielle que politique vis à vis du gouvernement mexicain. Mais c'est aussi un ensemble de pratiques collectives larges telles la préservation des semences paysannes, le fauchage de champs d'OGM, la mise en place de réseaux d'échanges et d'entraide, ou encore la réalisation collaborative d'outils agricoles qui permettent de s'opposer à la dépossession orchestrée par l'État, le capital et les techno-sciences. Ainsi, si la condition paysanne a pour l'essentiel disparu, du moins dans le sens d'une inscription dans une communauté villageoise dont la production de ses moyens de subsistance caractérisait ses traits essentiels, la référence au passé peut être une source d'inspiration pour l'avenir. Comme l'indiquait John Berger, « Une paysannerie intacte était la seule classe ayant une résistance fondamentale à la consommation. Quand la paysannerie est éliminée, les marchés s'élargissent. ». Œuvrons donc au plus vite à la création de communautés locales suffisamment fortes et solidaires pour mettre un terme au système productiviste modernisateur. [Fred]

1. Voir sur la caractérisation de modernisation agricole les travaux de Christophe Bonneuil : "Une histoire de l'industrialisation de l'agriculture et du vivant du XIX^e et XXI^e siècles"

2. L'atelier Paysan « Reprendre la terre aux machines – Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire – Seuil - 2021

Quand l'homme est aussi un loup pour l'homme !

La situation du loup pour l'élevage ovin est préoccupante, et le silence du gouvernement n'arrange pas les choses. Les éleveurs cévenols viennent de subir deux attaques ces derniers temps. L'une à l'Aubaret il y a quinze jours et l'autre à Mijavols la semaine dernière, toutes deux sur des troupeaux transhumants d'estive. Pour résumer, il y a une vingtaine d'années des loups venant d'Italie se sont assez rapidement installés dans les Alpes françaises. La convention de Berne protège le loup de façon très rigoureuse car c'est une espèce en voie d'extinction. Protégé, le loup a commencé à s'étendre dans d'autres régions de France dont les Cévennes et les Causses prioritairement.



La tension dans le monde des bergers ne fait que grandir, la menace d'une attaque de loup angoisse durant la période estivale. La présence du loup implique pour les éleveurs de brebis de revoir leur mode de pâturage, de mise en estive et surtout de surveillance des troupeaux. L'impact sur le temps de travail et surtout sur le moral est important.

Le pastoralisme est d'une grande importance sur le territoire français, souligné par une reconnaissance de l'UNESCO pour les Cévennes.

Mais comme toujours, l'être humain est la cause des déséquilibres dans la nature notamment de la quasi disparition du loup en Europe (il a été éradiqué fin 19^{ème} et début 20^{ème} siècle en France), et ce déséquilibre entraîne des conséquences très complexes. Logiquement la décision de faire revenir les populations de loups aurait dû imposer au préalable une réflexion à la hauteur de la complexité des enjeux, enjeux environnementaux, économiques, sociaux, éthiques et philosophiques ...

Mais l'Etat pratique une politique de « l'autruche » en ignorant la situation. Résultat : les éleveurs sont psychologiquement blessés par les attaques incessantes de loups sur leurs brebis et ne voient plus leur place dans une société qui privilégie le devenir du loup sans tenir



compte de leur propre avenir.

Le risque est grand : ne pas dénoncer la politique de gestion du loup irresponsable du gouvernement c'est mépriser une réalité, et focaliser notre attention

uniquement sur le loup c'est prendre un risque énorme en ces temps de transformations et de réformes des politiques agricoles qui affaiblissent les petites fermes. Et polariser la réflexion des citoyens entre écolo-bobos et agriculteurs pollueurs est trop facile alors que la réalité est tellement plus compliquée.

Finalement, le loup n'est-il pas devenu l'os à ronger jeté aux éleveurs par nos gouvernants pour pratiquer en catimini une politique agricole ultralibérale ?

Car pendant ce temps, la loi EGALIM (États Généraux de l'ALIMENTATION) annoncée en trompettes et fanfare, censée protéger les prix de vente des produits agricoles face aux supermarchés, enlève 0,4 % de la valeur des prix agricoles et augmente de 4% les prix aux consommateurs,

pendant ce temps l'état laisse cette année 10% des terres agricoles s'urbaniser,

pendant ce temps l'interprofession des fruits et légumes met en place des normes pour paralyser la vente directe,

pendant ce temps l'état négocie en secret des accords de libre-échange avec des pays exportateurs de viande,

pendant ce temps l'armée achète des terres agricoles à des prix inabondables pour des candidats à l'installation agricole

MAIS ATTENTION ! Le MODEF, le syndicat des petites structures agricoles, avertit que les éleveurs ne sont pas dupes, le loup est dans la bergerie sûrement, mais nous voyons aussi la meute dehors qui nous prend nos terres et nous confisque notre avenir !

[Frédéric Mazer, élu MODEF à la chambre d'agriculture du Gard]

La Borie : « Go out & fuck ! »

L'aventure commence comme ça :

- « Tu sais, je crois que ça me manque un peu le contact avec la terre. Je me dis que j'aimerais bien trouver un bout de terrain, 1000 m² environ, pour cultiver des roses anciennes, un truc comme ça quoi... ? »

- « Attends Fred, je vais te présenter mon pote Michel ! ».

- « Ah oui ? Justement, il y a La Borie ! Ça tombe bien, on est en train de monter un projet avec Terre de Liens, et on cherche des candidats à l'installation ! ».

Je dis que je vais « cultiver des roses »... Car, prudence... Comme j'ai exercé la profession d'agriculteur, j'ai appris à me méfier de certaines activités, notamment maraîchères, mais chut ! Attendons la suite !

Le préalable à toute prise de décision, c'est au moins de faire le tour du co-locataire et là... Surprise !

Quand je vois l'état des lieux, je me dis :

- « C'est quoi ce truc ? Il y a eu la guerre ici ou quoi ? »

Les ouvertures des bâtiments murées, les terrains en friche, les tags...

Et là, il y a une partie de ma conscience qui m'interpelle :

- « Fred, dans quoi es-tu en train de te fourrer (encore !) ? »

Mon amie me dit:

- « Non mais là tu vois ça en hiver... L'été c'est chouette, il y a la rivière... On peut se baigner, tout ça... ! ».

Ben voyons ! J'ai un peu l'habitude de ce genre de projets collectifs, où tout le monde est très motivé au début, mais qui est-ce qui se tape le travail au bout du compte? Je vous laisse deviner.

Et puis... « GO OUT & fuck », graffés à la sortie dans la langue officielle du capitalisme libéral, ça s'adresse à qui ?



Je fais quand même ma petite enquête à droite à gauche et sur internet, et je commence à comprendre que non, il ne s'agit pas simplement d'un projet agricole porté par Terre de Liens, mais d'une volonté politique de quelques habitants qui cherchent à se réapproprier l'usage d'un lieu auquel ils accordent une valeur plus

ou moins symbolique, même si d'autres ont une approche beaucoup plus pragmatique (l'accès au bord de la rivière).

Ça tombe bien : je viens d'obtenir un diplôme universitaire, où on nous expliquait que, la véritable démocratie, c'est de renforcer le « pouvoir d'agir » (des citoyen-e-s) !

Donc, si la politique, c'est « l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde » (1) , à l'inverse, d'avoir lutté pour sa défense, La Borie est maintenant considérée par certains comme étant « l'affaire de tous ». (2)

Oui, mais moi, ça ne me concerne qu'à moitié !

Cependant, à force de participer à des réunions, dans une ambiance masculine, avec des personnalités aguerries (ou est-ce par effet de mimétisme, à cause du port de la barbe ?), je commence à me sentir comme le nain Gimli dans un certain épisode du Seigneur des Anneaux :

- Une mort certaine, de petites chances de succès... ? «

- « Mais qu'est-ce qu'on attend ? ».

Apparemment, il-y-a un combat à mener.

Le but est de recueillir des fonds pour faire une proposition de rachat de La Borie à la Municipalité de St-Jean-du-Gard, en partant d'un collectif citoyen qui permettrait de garantir un usage des lieux qui soit orienté à la fois vers une production agricole, des pratiques de ré-appropriation des savoirs et savoirs-faire, mais aussi vers une ouverture au plus grand nombre.

Là où la démarche classique est de rechercher un terrain propice à des activités pré-déterminées, il s'agit ici de définir des usages possibles du lieu dans un projet qui ait un sens pour tout le monde, compte tenu des contraintes et des ressources locales.

Oui mais ! De nombreuses expériences ou initiatives concernant La Borie ont échoué, des points de tension persistent..

L'Anneau de Pouvoir continue son action délétère...
Raison de plus pour exercer une action collective orientée vers l'intérêt général, non plus « contre » ou « anti », mais « pour » La Borie ! (3)

[Frédéric]

1. Citation bien connue de Paul Valéry.

2. Jacques Verseils, Mille chemins mènent à La Borie, Épisode Cévenol N°21, 06/07/2021.

3. Une réunion d'information sera organisée par ce collectif en cours de formation en septembre à la maison A. Mazel.

« Point de lumière dans le sous bois »

et la pluie tombe sur la forêt comme des notes de musique que chaque arbre illustre avec intuition.

puis la brume dissimule cette invariable respiration au fond des mousses et des lichens où nul ne s'égaré.

je me perds si souvent dans ce chant sans prière, que j'en oublie mes rêves.

j'ai renoncé à m'en rappeler

je reste là, les mains plongées dans la terre de mon jardin, les regardant besogner comme si elles ne m'appartenaient plus.

le temps les a creusées, crevassées, noircies à la perfection... certaines blessures ont rendu quelques zones de peau insensibles, mais ces mains ont suivi les courbes de la terre, de la montagne, de l'histoire sans jamais se résigner.

elles ont enlacé deux générations d'enfants et une forêt toute entière.

déformées gonflées, fatiguées, brûlées par le vent et le soleil elles se referment parfois avec lenteur sur les outils et les pincesaux.

elles ont pris la forme du relief, l'odeur de la poussière, la couleur des profondeurs qui les entourent.

à travers mes mains se soustrait toute une légende, dans l'ombre d'un monde sans espoir.

point de lumière dans le sous bois
quelques arbres obstruent le passage
il suffit de laisser faire

